

ACTION URGENTE

RUSSIE. LA RÉPRESSION HOMOPHOBRE REPREND EN TCHÉTCHÉNIE

Les autorités tchétchènes ont lancé une nouvelle vague d'attaques contre les personnes soupçonnées d'être gays ou lesbiennes. Au moins 40 personnes ont été détenues arbitrairement et torturées en Tchétchénie, une république du sud de la Russie. Au moins deux personnes seraient mortes des suites d'actes de torture.

PASSEZ À L'ACTION : RÉDIGEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Vladimir Poutine
 President of the Russian Federation
 Ul. Ilyinka, 23
 103132 Moscow
 Russie
 Twitter : @KremlinRussia ou @KremlinRussia_E
 Fax : +7 495 9102134

Monsieur le Président,

Je tiens à vous faire part de ma profonde inquiétude à la suite des informations rapportant de graves violations des droits humains perpétrées en Tchétchénie par les autorités, qui ont lancé une nouvelle vague d'attaques homophobes depuis fin décembre 2018. Selon ces sources, environ 40 personnes soupçonnées d'être gays ou lesbiennes ont été détenues dans un bâtiment gouvernemental à Argun, où elles ont été soumises à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. Au moins deux personnes seraient mortes des suites d'actes de torture, mais le nombre réel de victimes pourrait être plus élevé. Il semblerait que les autorités détruisent en outre les passeports des personnes visées, ce qui les empêchera de fuir la Tchétchénie si nécessaire. L'absence d'enquête menée par les autorités russes sur les attaques perpétrées en 2017, lors desquelles une centaine d'hommes et de femmes homosexuel-le-s ont été enlevé-e-s et tué-e-s, et pour lesquelles personne n'a encore été amené à rendre des comptes, a permis la reprise de cette répression homophobe. La Fédération de Russie est tenue par le droit international relatif aux droits humains d'interdire la discrimination, d'enquêter sur les crimes haineux et de traduire leurs auteurs présumés en justice.

Je vous demande instamment de diligenter une enquête efficace et approfondie menée dans les meilleurs délais sur les informations faisant état de placements en détention, d'actes de torture et d'homicides motivés par des considérations homophobes en Tchétchénie, et de veiller à ce que toute personne reconnue coupable ou complice de tels crimes soit traduite en justice. Je vous engage également à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnes qui pourraient être en danger en Tchétchénie en raison de leur orientation sexuelle réelle ou supposée et à condamner avec la plus grande fermeté les déclarations homophobes de représentants de l'autorité envers des personnes à cause de leur orientation sexuelle réelle ou supposée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 1^{er} avril 2017, le quotidien russe indépendant *Novaya Gazeta* a indiqué que plus d'une centaine d'hommes perçus comme étant gays avaient été enlevés en Tchétchénie dans le cadre d'une campagne coordonnée par les autorités locales. Ces hommes auraient subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements et auraient été contraints à divulguer l'identité d'autres personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI) de leur connaissance. *Novaya Gazeta* a indiqué avoir vérifié les informations concernant au moins trois hommes tués par leurs ravisseurs, mais les sources du journal ont affirmé qu'un nombre bien plus grand de personnes avaient été tuées. Les représentants des autorités en Tchétchénie et à Moscou ont toujours démenti ces allégations et l'enquête préliminaire sur les allégations de Maxim Lapounov, la seule victime qui a porté plainte, a été close.

Le 30 août 2018, 15 pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont activé le mécanisme de Vienne afin d'obtenir la vérité et la justice pour les graves violations des droits humains commises en Tchétchénie, en demandant que des enquêtes efficaces soient notamment menées sur celles subies par des personnes présumées ou réellement LGBTI en 2017. N'ayant pas reçu de réponse satisfaisante de la Fédération de Russie, le 1^{er} novembre 2018, 16 pays de l'OSCE ont activé le mécanisme de Moscou et chargé le professeur Wolfgang Benedek de rédiger un rapport sur les violations des droits humains et l'impunité signalées en République tchétchène. Ce rapport, publié le 20 décembre 2018, confirme les allégations de graves violations des droits humains en Tchétchénie, en particulier celles faisant état de harcèlement et de persécution, d'arrestations et de détentions arbitraires, d'actes de torture, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires visant notamment (mais pas exclusivement) des personnes LGBTI, des défenseurs des droits humains, des avocats, des médias indépendants et des organisations de la société civile. Il souligne en outre qu'un climat d'impunité règne en Tchétchénie, ce qui nuit à l'obligation de rendre des comptes pour les violations des droits humains. Il émet aussi un certain nombre de recommandations à la Fédération de Russie, parmi lesquelles : l'ouverture d'une enquête sur les allégations ; la création d'une commission d'enquête spéciale pour mener des investigations efficaces, impartiales et transparentes sur ces faits ; et l'ouverture d'une information judiciaire sur les violations commises contre Maxim Lapounov. Huit jours après la publication du rapport, les autorités ont recommencé à persécuter les personnes présumées ou réellement LGBTI en Tchétchénie.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : RUSSE, ANGLAIS

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE 17 MAI 2019.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.